

RÉSOLUTION

NON À LA RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES III!

Depuis des décennies, les autorités suisses, au niveau fédéral et cantonal, mènent une politique de dumping fiscal basée sur l'octroi de privilèges exorbitants – imposition extrêmement faible des bénéficiaires, *deals* fiscaux, etc. – aux entreprises étrangères venant s'installer sur le territoire helvétique. Cette politique a réussi à attirer de nombreuses multinationales qui transfèrent l'essentiel des bénéfices qu'elles réalisent à l'étranger vers leur filiale helvétique où ils ne sont quasiment pas taxés. Le paradis fiscal suisse permet donc, d'un côté, à ces multinationales d'accroître considérablement les profits distribués à leurs actionnaires, mais, de l'autre côté, il prive les collectivités publiques et les populations de nombreux pays, en particulier dans les pays pauvres, de dizaines de milliards de francs de recettes fiscales par an.

En octobre 2014, le Gouvernement helvétique s'est engagé auprès de l'Union européenne à supprimer les privilèges en question à l'horizon 2018. Cette décision pourrait être réjouissante et constituer un pas dans la bonne direction si les autorités fédérales et cantonales ne préparaient pas l'adoption, en même temps, d'un paquet de mesures fiscales intitulées «Réforme de l'imposition des entreprises III» (RIE III). Cette RIE III

représente une machine de guerre au service des cercles capitalistes suisses contre les salarié·e·s et les milieux populaires en Suisse et à l'étranger. Sous prétexte du danger – largement exagéré – du départ de certaines multinationales attirées par les privilèges évoqués ci-dessus, la RIE III prévoit d'offrir une série impressionnante de cadeaux fiscaux aux propriétaires et actionnaires de toutes les sociétés établies en Suisse. Le principal d'entre eux prévoit de diminuer, dans de nombreux cantons, de 30%, 40%, voire jusqu'à 60%, l'imposition des profits de toutes les entreprises. Cette série de cadeaux va faire baisser les recettes fiscales d'au moins 5 milliards de francs par an à l'échelle nationale et donc provoquer des déficits gigantesques dans les comptes communaux, cantonaux et fédéraux. Qui va payer? Le gros de la population! Parce qu'il y aura de brutaux plans d'austérité accompagnés du démantèlement des prestations sociales et de la privatisation des services publics. Et parce qu'il faudra forcément augmenter – comme c'est déjà le cas dans le canton de Schwyz – les taxes et impôts pesant sur les salarié·e·s.

Par ailleurs, vis-à-vis du reste du monde, la RIE III, en visant à transformer la Confédération en une super-Irlande, ne diminuera même pas l'intensité du dumping fiscal exercé par la Suisse. Au contraire, elle augmentera ce dumping et ses conséquences néfastes.

Il faut donc s'opposer à ce projet de transfert massif de revenus qui va à l'encontre de la justice sociale et du bon sens: des pauvres et des salarié·e·s vers les capitalistes et les riches. Préparer le lancement de référendums à l'échelle nationale et/ou cantonale s'impose.

RÉSOLUTION

CLIMAT: URGENCES, ALTERNATIVES ET MOBILISATIONS

IL FAUT CHANGER LE SYSTÈME PAS LE CLIMAT

2015 sera une année décisive pour le climat. A la fin de 2015 un nouveau traité devrait être signé lors de la conférence de l'ONU (la COP 21) à Paris. Ce nouveau traité fera suite au protocole de Kyoto et doit inclure tous les Etats de façon à «réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 70% entre 2010 et 2050». Nous en sommes aujourd'hui très loin: au contraire, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 44% entre 1990 et 2010 et aucune inflexion n'est aujourd'hui notable.

Le réchauffement climatique est un défi majeur pour l'humanité, défi auquel ne répondent en rien le système actuel et les gouvernements en place. Plus de 20 conférences de l'ONU ont été organisées sur le sujet sans que ne soient prises les mesures nécessaires, et les dernières annonces faites cette année par la Suisse, l'Union Européenne, les Etats-Unis ou la Chine sont très loin de répondre aux nécessités de l'heure. Cette incapacité des grandes institutions internationales comme des gouvernements renvoie à la logique même d'un système économique et social basé sur la loi du profit et le productivisme. La lutte contre le réchauffement et pour la justice climatique doit donc s'attaquer aux racines même de ce système.

Les mesures urgentes à prendre sont:

- Laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol et investir dans les énergies renouvelables, appropriées, efficaces, sûres, propres et contrôlées par les communautés.
- Une nouvelle conception de l'aménagement du territoire qui implique de réduire la mobilité créée par la vie professionnelle. Le transfert modal vers la mobilité douce doit être systématiquement encouragé. Les transports publics doivent être développés, accessibles et bon marché. En milieu urbain, leur gratuité doit être mise en place.
- Rejeter les «fausses solutions» promues par les multinationales et les institutions financières, telles que le capitalisme «vert», les marchés et les compensations carbone, les agro-carburants, le nucléaire, la géo-ingénierie...
- Réduire drastiquement le gaspillage, avant tout et surtout dans le Nord, mais aussi celui des élites du Sud.

- D'énormes transferts financiers du Nord vers le Sud, basés sur le remboursement de la dette climatique et sujets à un contrôle démocratique. Les coûts d'adaptation et d'atténuation doivent être pris en charge en réorientant les budgets militaires, par la mise en place de taxes innovantes et par l'annulation de la dette. Le Nord a une dette écologique envers les Sud.
- Promouvoir une conservation des ressources qui renforce les droits des peuples indigènes à la terre et promeut la souveraineté des peuples sur l'énergie, les forêts, la terre et l'eau.
- Promouvoir une agriculture durable de proximité et la souveraineté alimentaire.

Ces revendications sont indispensables pour répondre aux recommandations du GIEC (Groupe d'experts sur le climat de l'ONU) pour une transition vers un modèle qui ne sera plus basé sur les énergies fossiles et sans faire peser sur les plus fragiles les coûts de l'adaptation au changement climatique. Stopper le changement du climat ne sera pas possible si le système productiviste basé sur le profit et le credo de la croissance à tout prix ne sont pas remis en cause. Une transition énergétique et environnementale démocratique veut dire: une politique de décroissance vers l'extinction des secteurs productifs non nécessaires socialement et d'autre part donner aux salarié-e-s les pouvoirs pour transformer leur entreprise, s'appuyer sur une agriculture paysanne et sur des circuits courts, donner aux habitant-e-s et aux communautés locales le contrôle sur leur approvisionnement en eau et en énergie, développer les réseaux de transports public, exproprier les grands groupes extractivistes...

Nous dénonçons les propositions faites par le gouvernement Suisse pour la COP 21 de Paris. Elles sont totalement insuffisantes. Si tous les pays se fixent des objectifs aussi modestes, il n'y a aucune chance de garder le réchauffement climatique en-dessous de 2 degrés. C'est aux pays nantis comme la Suisse de faire plus! Nous demandons dans un premier temps que la Suisse s'engage à faire le maximum d'efforts ici à l'intérieur du pays et non dans des projets à l'étrangers non définis. D'autre part, nous exigeons que l'approvisionnement énergétique national se fasse à partir de sources renouvelables et que, dans un contexte international, la Suisse contribue équitablement aux 100 milliards USD par an que les pays riches ont promis aux pays du Sud à partir de 2020 pour les soutenir dans les mesures d'adaptation et de réduction des émissions.

D'ici à la Conférence de Paris, toutes les organisations membres du Collectif contre la spéculation sur les matières premières doivent mobiliser leurs membres et sympathisant-e-s pour participer aux diverses actions et mobilisations organisées en Suisse et ailleurs pendant cette année 2015, notamment par la Coordination Climat et Justice sociale (prochain rendez-vous: action symbolique le samedi 30 mai à 11h30 à l'Île Rousseau [journée internationale de mobilisation]). Lors de la conférence elle-même, il s'agira de se rendre en masse à Paris, pour les multiples activités et actions qui ponctueront les deux premières semaines de décembre.